

Avis du Conseil économique et social sur l'évolution économique, sociale et financière du pays

2009, l'année de la crise

Le Conseil économique et social a présenté hier son avis sur l'évolution économique, sociale et financière du pays en 2009. Un rapport placé sous le signe de la crise qui secoue le monde.

Les membres du conseil ont commencé leurs travaux en septembre de l'année dernière, au début même de la crise financière. Au fil des semaines, il était devenu évident que la crise allait supplanter tout le reste.

Logique donc que la principale partie de l'avis se concentre sur la crise financière et ses conséquences pour le Luxembourg. «Il y a plusieurs menaces qui pèsent sur notre pays. Nous allons connaître une augmentation du taux de chômage, ce qui constitue une sérieuse menace pour notre paix sociale», explique Serge Allegrezza, président du CES, qui a salué hier le plan de conjoncture adopté par le gouvernement, «même s'il ne peut s'agir que d'une solution à court terme».

Pour le CES, le Luxembourg, tout comme l'Europe, doit à nouveau revenir à son modèle social. «Nous devons retrouver le dialogue social pour sauvegarder la paix sociale». Le CES se dit convaincu que la sortie de la crise se fera le mieux si les partenaires sociaux et le gouvernement intensifient le dialogue au niveau national et dans les entreprises.

Dans leur avis, les membres du CES s'attaquent durement au «capitalisme casino» pratiqué ces dernières années et réclament une plus forte régulation des marchés par l'Etat. «Dans les années 80, nous avons assisté, sous l'ère de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan, à un retrait de l'Etat du monde économique et une dérégulation des pratiques économiques. Le résultat de cette politique a été une redistribution inégale de la richesse ce qui a entraîné un appauvrissement de la classe moyenne, même si l'Europe a été moins touchée par ce phénomène que les Etats-Unis. L'Etat doit réguler, même s'il ne faut pas exagérer», souligne Serge Allegrezza.

L'amélioration de la compétitivité des entreprises, le retour vers une dette publique raisonnable dès que la crise sera terminée ainsi que le souhait de ne pas voir de démontage social, sont d'autres appels que le CES lance à l'adresse du gouvernement.

«Notre modèle a bien fonctionné jusqu'à présent grâce à une multitude de facteurs favorables. Nous étions compétitifs et bénéficions d'une forte croissance économique, due en grande partie à la place financière, ce qui a engendré des recettes importantes pour l'Etat. Ceci a permis aux gouvernements respectifs d'investir dans un système social favorable. L'Etat a même pu réduire les impôts et offrir une fiscalité avantageuse, rendant le Luxembourg encore plus intéressant pour des entreprises étrangères. C'est ce qu'on appelle un cercle vertueux», explique Serge Allegrezza. Le Luxembourg a connu donc en moyenne une croissance de 5 % par an, un taux de création d'emplois de 3 % en moyenne et une productivité de 2 %. «Il s'agit du miracle luxembourgeois que nous avons eu grâce à la place financière.»